



La vérité sur la relation spéciale du Royaume-Uni avec Israël

Londres considère Israël comme un allié stratégique contre la Syrie et l'Iran – ses deux principaux ennemis dans la région – et n'hésite pas, au passage, à sacrifier les Palestiniens

Par [Mark Curtis](#)

Mondialisation.ca, 14 août 2018

[Middle East Eye](#) 10 août 2018

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [PALESTINE](#)

La Grande-Bretagne a une relation spéciale avec Israël dont font peu état les médias traditionnels mais qui est incontournable à la lumière des récents massacres à Gaza. Bien que plus de 110 manifestants aient été tués depuis le début de Grande marche du retour, la Grande-Bretagne a défendu les actions israéliennes. À ma connaissance, le gouvernement britannique n'a pas condamné Israël pour ces tueries. À la place, [il s'est contenté](#) d'« exhorter Israël à faire preuve de retenue », tout en [reconnaissant](#) son « droit à se protéger » et en tenant le Hamas pour responsable de la violence.

Lorsque la Première ministre britannique Theresa May a [téléphoné](#) à son homologue israélien Benyamin Netanyahu le 10 mai, date à laquelle 40 manifestants palestiniens avaient déjà été abattus par les forces israéliennes à Gaza, il semblerait qu'elle n'ait même pas soulevé la question. En revanche, la Grande-Bretagne a [décidé](#) qu'elle ne reverrait pas ses exportations d'armes à Israël après les massacres de Gaza, lesquels n'ont été [discutés](#) qu'une seule fois par le gouvernement.

En prenant le parti d'Israël lors des tueries de Gaza, la Grande-Bretagne est apparue comme fidèle à ses habitudes. La relation du Royaume-Uni avec Israël est en effet spéciale dans au moins neuf domaines, notamment les ventes d'armes, la force aérienne, le déploiement nucléaire, la marine, le renseignement et le commerce, pour n'en citer que quelques-uns.

Un soutien continu

Theresa May a déclaré qu'Israël était « l'une des [grandes réussites](#) du monde » et un « [phare de la tolérance](#) », tandis que son secrétaire d'État à la Défense Gavin Williamson a affirmé qu'Israël était une « [lumière pour les nations](#) » dont les relations avec le Royaume-Uni « reposent sur un sens partagé des valeurs de justice, de compassion et de tolérance ».

Cette exubérance traduit un soutien britannique continu à Israël sur la scène internationale, un soutien qui l'aide à protéger cet état voyou de l'ostracisme. Ainsi, la Grande-Bretagne s'est abstenue lors du vote de l'ONU sur l'autorisation d'une enquête sur les tueries de Gaza, sous le prétexte que celle-ci n'incluait pas d'investigations sur le Hamas ; à la place, le Royaume-Uni [soutient Israël](#) dans sa volonté de mener sa propre enquête.

L'année dernière, le ministère des Affaires étrangères britannique a [refusé](#) de signer une déclaration commune lors de la conférence de paix de Paris sur la Palestine, l'accusant de « se dérouler contre la volonté des Israéliens ».

« [La relation entre le Royaume-Uni et Israël est] la pierre angulaire de beaucoup de ce que nous faisons au Moyen-Orient »

- Gavin Williamson, secrétaire d'État à la Défense

La Grande-Bretagne a approuvé des [ventes d'armes](#) à Israël pour une valeur de 445 millions de dollars depuis la guerre de Gaza en 2014, et il ne fait quasiment aucun doute que certains de ces équipements ont été utilisés contre des Palestiniens dans les territoires occupés.

Le Royaume-Uni exporte des [composants de drones](#) britanniques alors qu'Israël utilise des drones pour ses opérations de surveillance et ses attaques armées. Le Royaume-Uni exporte des [composants](#) pour avions de combat alors que les forces aériennes israéliennes effectuent des frappes aériennes à Gaza, causant la mort de civils et la destruction des infrastructures. Le gouvernement britannique [admet](#) qu'il n'a pas évalué l'impact sur les Palestiniens de ses exportations d'armes vers Israël.

Cette politique fait pourtant suite à un [rapport](#) de 2015 du Home Office indiquant qu'Israël promeut un « modèle croissant » consistant à tirer délibérément sur les enfants palestiniens et que les Palestiniens sont généralement « de plus en plus tués [...] en toute impunité » par les forces israéliennes. Depuis 2000, Israël a [tué](#) près de 5 000 Palestiniens non impliqués dans les hostilités, dont environ un tiers âgés de moins de 18 ans.

Deux poids, deux mesures

En mai 2018, Israël est devenu le [premier pays](#) à lancer une attaque aérienne au moyen de l'avion de combat furtif de nouvelle génération F-35, atteignant des cibles en Syrie. Alors que la production de F-35 est gérée par la société d'armement américaine Lockheed Martin, l'industrie britannique construit [15 %](#) de chaque F-35, impliquant des sociétés telles que BAE Systems et Rolls-Royce.

 La vente d'armes constitue un pilier majeur des relations entre la Grande-Bretagne et Israël (AFP)

Rien n'est autorisé à interrompre la « [coopération très étroite](#) en matière de défense et de sécurité » entre la Grande-Bretagne et Israël. Des pilotes de l'armée britannique sont même [entraînés](#) par une compagnie appartenant à la société israélienne d'armements Elbit Systems.

[Selon les estimations](#), Israël posséderait 80 à 100 ogives nucléaires, dont certaines sont [déployées](#) sur ses sous-marins. Le Royaume-Uni aide efficacement ce déploiement nucléaire en fournissant des [composants de sous-marins](#) à Israël. D'après le général David Salamah, commandant de la base navale israélienne de Haïfa, les sous-marins israéliens [opèrent](#) régulièrement « au plus profond du territoire ennemi ».

La Grande-Bretagne aide depuis longtemps Israël à développer des armes nucléaires. Dans les années 1950 et 1960, les gouvernements conservateurs et travaillistes ont conclu des [centaines de ventes](#) à Israël de matières nucléaires, dont du plutonium et de l'uranium.

Le contraste avec la politique britannique vis-à-vis de l'Iran est frappant, comme en attestent les [propos](#) de l'ancien ministre des Affaires étrangères Boris Johnson, qui a déclaré que le Royaume-Uni était « catégorique sur le fait qu'un Iran doté de l'arme nucléaire ne serait jamais acceptable » et a maintenu des sanctions contre l'Iran. En revanche la Grande-Bretagne refuse d'adopter des sanctions contre Israël, qui est pourtant un véritable État nucléaire.

En 1995, le Royaume-Uni et d'autres pays ont accepté une [résolution de l'ONU](#) visant à établir une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. On ignore si Londres a déjà exercé des pressions sérieuses sur Israël à ce sujet.

« Un partenariat solide »

Fin mai, des navires de guerre britannique et espagnol faisant partie des forces de l'OTAN ont [accosté](#) dans le port israélien de Haïfa pour mener un exercice naval conjoint OTAN-Israël. Des exercices similaires ont eu lieu en [novembre 2016](#) et en [décembre 2017](#).

Cette même marine israélienne restreint les droits de pêche des Palestiniens sous blocus, tirant même sur les pêcheurs gazaouis. Le blocus de Gaza est largement [considéré](#) comme illégal, y compris par de hauts [responsables onusiens](#), un groupe [d'experts indépendants](#) de l'ONU et [Amnesty International](#), en partie parce qu'il inflige une « punition collective » à toute une population. La Grande-Bretagne ne respecte donc pas son [obligation](#) « d'assurer le respect par Israël du droit international humanitaire ».

On sait peu de la relation entre le Royaume-Uni et Israël en matière de renseignement

On sait peu de la relation entre le Royaume-Uni et Israël en matière de renseignement. Il y a eu des divergences, comme en 1986, lorsque la première ministre de l'époque, Margaret Thatcher, avait ordonné un [gel des relations](#) avec le Mossad après qu'une agente israélienne eût attiré par la ruse le technicien atomiste israélien Mordechai Vanunu, qui tentait de révéler les secrets nucléaires d'Israël, à Rome, où il fut kidnappé.

L'ancien directeur du MI6, Sir Richard Dearlove, a récemment [déclaré](#) que les services secrets britanniques ne partageaient pas toujours leurs informations avec Israël « parce que nous ne pourrions jamais garantir la façon dont les renseignements pourraient être ou seraient utilisés ». Mais le [Telegraph](#) [rapporte](#) que la relation entre le MI6 et le Mossad est devenue plus étroite ces dernières années, les deux organismes étant préoccupés par la prolifération nucléaire en Iran.

Le directeur du centre d'espionnage britannique GCHQ [affirme](#) que ce dernier a un « partenariat solide avec [ses] homologues israéliens en matière de renseignement électromagnétique » et qu'« [ils] construis[ent] une excellente cyberrelation avec une série d'organismes israéliens ».

 Un jeune Palestinien d'Israël brandit une pancarte lors d'une manifestation près de l'église catholique de l'Annonciation dans la ville arabe de Nazareth en mars 2006 (Reuters)

Des [documents](#) de 2009 divulgués par le lanceur d'alertes Edward Snowden montrent que le GCHQ a espionné l'armée, les entreprises de défense et les missions diplomatiques israéliennes - mais aussi les communications palestiniennes, y compris les appels

téléphoniques du président Mahmoud Abbas et de ses deux fils.

Les interceptions ont eu lieu seulement trois semaines avant l'offensive israélienne sur Gaza de janvier 2009, suggérant qu'elles ont peut-être aidé Israël à préparer son attaque.

Violation des résolutions de l'ONU

Le Royaume-Uni [approfondit](#) le commerce avec Israël « au moment où nous quittons l'UE » et a mis en place un groupe de travail conjoint sur le commerce. La Grande-Bretagne s'oppose totalement à la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) et [refuse](#) d'imposer les sanctions les plus élémentaires à Israël, telles que des interdictions de voyager pour les personnes impliquées dans l'expansion des colonies illégales.

En fait, le gouvernement semble aider Israël à contrer le mouvement BDS. En septembre 2017, le secrétaire d'État aux Communautés, Sajid Javid, a rencontré Gilad Erdan, le ministre israélien des « Affaires stratégiques » chargé de la lutte contre le mouvement BDS, afin de [discuter](#) des « mesures visant à contrer la délégitimation anti-israélienne et le BDS ».

Le Royaume-Uni veut que les relations commerciales « se renforcent [de plus en plus](#) » afin de consolider sa position de première [destination des investissements](#) israéliens en Europe.

[À LIRE ► L'opération secrète menée par la Grande-Bretagne pour renverser Assad](#)

Le Royaume-Uni n'ignore pas qu'il y a plus de [570 000 colons](#) israéliens dans les territoires palestiniens occupés et considère officiellement les colonies comme illégales. Mais cela est insignifiant à la lumière de la politique actuelle du pays, qui n'a jamais été connu pour exercer de fortes pressions sur Israël afin de mettre un terme à la construction de colonies ou à l'occupation.

Le Royaume-Uni [appelle simplement](#) Israël à « assouplir » les restrictions sur Gaza, et plutôt que d'exiger un retrait israélien du plateau du Golan occupé, Londres [se contente d'appeler](#) Israël à « respecter ses obligations en vertu du droit international ».

La politique israélienne dans les territoires occupés a été décrite par l'ONG de défense des droits de l'homme israélienne B'Tselem comme un « [vol effréné](#) ». Les biens produits dans ces colonies, notamment les oranges, les dattes et l'eau de source, sont exportés chaque année à hauteur de centaines de millions de dollars.

 De Palestiniens souhaitant jouer au football dans la colonie de Maale Adumim, en Cisjordanie occupée (vue en arrière-plan), sont bloqués par les forces de sécurité israéliennes en octobre 2016 (AFP)

Or, la Grande-Bretagne rend ce commerce [possible](#) et ne tient même pas de [registre](#) des importations en provenance des colonies. Boris Johnson a [explicitement](#) dit que commercer avec les colonies illégales était la « politique du Royaume-Uni » et que cela continuerait. Cette politique viole les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, qui « [demande](#) à tous les États de faire une distinction, dans leurs échanges en la matière, entre le territoire de l'État d'Israël et les territoires occupés depuis 1967 ».

Qu'est-ce qui explique la politique britannique ?

La Grande-Bretagne a une longue histoire de soutien à l'agression israélienne. En tant que puissance mandataire en Palestine de 1920 à 1948, la Grande-Bretagne a permis la prise de

contrôle progressive de la Palestine par le mouvement sioniste.

En tant que puissance mandataire en Palestine de 1920 à 1948, la Grande-Bretagne a permis la prise de contrôle progressive de la Palestine par le mouvement sioniste

Lorsque la révolte arabe contre la Grande-Bretagne et ses protégés sionistes a éclaté à la fin des années 1930, l'armée britannique l'a brutalement écrasée. Le Royaume-Uni a soutenu la [conquête brutale](#) de la Palestine par Israël en 1948 et a également [secondé](#) Israël durant la guerre de 1967, lui fournissant des centaines de chars britanniques.

Deux raisons expliquent clairement la politique britannique actuelle. L'une est commerciale : les exportations d'armes et le commerce sont de plus en plus rentables pour les entreprises britanniques. L'autre est que la politique britannique vis-à-vis d'Israël est largement déterminée à [Washington](#) et par le fait que Londres veut s'attirer les bonnes grâces des États-Unis et ne pas offenser son plus proche allié.

Mais la politique britannique va au-delà de cela. Le secrétaire d'État à la Défense Gavin Williamson a [déclaré](#) que la relation entre le Royaume-Uni et Israël était la « pierre angulaire de beaucoup de ce que nous faisons au Moyen-Orient », tandis que l'ancienne secrétaire au Développement international, la néoconservatrice Priti Patel, a [affirmé](#) : « Israël est un partenaire stratégique important pour le Royaume-Uni ».

[À LIRE ► La Déclaration Balfour : étude de la duplicité britannique](#)

Patel a été contrainte de démissionner l'année dernière suite à la [révélation](#) des réunions secrètes qu'elle avait tenues en Israël avec des responsables clés, dont Netanyahu. Plus important encore : sa visite des hôpitaux militaires israéliens situés sur le plateau du Golan, où Israël traite des combattants antigouvernementaux impliqués dans la guerre syrienne, y compris des membres d'al-Nosra, milice affiliée à al-Qaïda, dont Israël est vu comme un soutien efficace. Priti Patel a même voulu apporter une aide britannique à l'armée israélienne.

La Grande-Bretagne soutient efficacement la politique militaire israélienne au Moyen-Orient alors qu'Israël a mené plus de [100 frappes aériennes clandestines](#) en Syrie contre des cibles gouvernementales, iraniennes et du Hezbollah. Israël est considéré comme un allié contre la Syrie et l'Iran - les deux principaux ennemis de la Grande-Bretagne dans la région.

Londres considère de plus en plus Israël comme un atout stratégique, surtout maintenant que le vieux conflit arabo-israélien a largement disparu, ce qui signifie que la Grande-Bretagne peut soutenir plus facilement Israël et ses alliés arabes despotiques. Et dans cette relation spéciale qui s'approfondit de jour en jour, elle n'hésite pas à sacrifier les Palestiniens et leur cause.

Mark Curtis

Article original en anglais : [The raw truth about the UK's special relationship with Israel](#), Middle East Eye, le 10 août 2018

Traduit de l'anglais par [Middle East Eye](#)

*-**Mark Curtis** est un historien et analyste spécialiste de la politique étrangère et du développement international du Royaume-Uni. Il est l'auteur de six livres, dont le dernier en date est une édition mise à jour de Secret Affairs: Britain's Collusion with Radical Islam.*

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement la politique éditoriale de Middle East Eye.

Photo : la Première ministre britannique Theresa May accueille son homologue israélien Benjamin Netanyahu devant le 10 Downing Street à Londres en novembre 2017 (Reuters).

La source originale de cet article est [Middle East Eye](#)

Copyright © [Mark Curtis](#), [Middle East Eye](#), 2018

Articles Par : [Mark Curtis](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca